

**Syrie - Armes chimiques -  
Explication de vote du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 10 avril 2018)

Monsieur le Président,

Après avoir mis son veto à un projet de résolution destiné à permettre de faire toute la lumière sur les exactions à l'arme chimique, y compris celles survenues le week-end dernier, la Russie persiste, sur ce sujet, dans une double stratégie d'obstruction et de diversion.

Le seul objectif du texte sur lequel nous venons de voter était bel et bien de brouiller les pistes. Il ne s'agit pas de contester l'importance d'une enquête indépendante par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques sur ce qui s'est produit en ce 7 avril 2018 à Douma : elle est indispensable et elle a déjà été lancée.

Mais le projet russe que nous avons dû contester n'était pas à la hauteur des enjeux. Soyons clairs, ce qui nous manque aujourd'hui, et ce que persiste à refuser la Russie, c'est un mécanisme réellement indépendant et impartial qui puisse attribuer les responsabilités pour empêcher l'impunité. C'était la raison d'être du JIM. Avec la création du JIM, mis en place avec l'engagement de la Russie, nous avons mis en place un outil de dissuasion essentiel envers les auteurs des attaques chimiques, et c'est bien ce qui nous fait défaut aujourd'hui.

Ne nous y trompons pas : les déclarations ne suffisent pas et le projet russe n'est qu'un écran de fumée, loin de la réponse urgente que ce Conseil devrait apporter. C'est pour cela que la France a voté contre ce projet et c'est pour cela que ce projet n'a pas été adopté.

Je le redis aujourd'hui, la France n'épargnera aucun effort pour que les responsables des horreurs chimiques soient identifiés et sanctionnés de manière indépendante et impartiale. Les enjeux sont d'une extrême gravité et nous ne baisserons pas les bras.

Je vous remercie./.